



Reglement financier du CTIF

Adopté par l'Assemblée des Délégués le 15 décembre 2025

Secretariat Permanent CTIF

Gasilska zveza Slovenije,
Trzaska 221, 1000 Ljubljana
Slovénie

Email: contact@ctif.org

REGLEMENT FINANCIER

Notes explicatives

En 2016, lors de l'Assemblée des Délégués qui s'est tenue à Helsinki en Finlande, le Comité Exécutif a été mandaté pour préparer un document réglementant les affaires financières de l'Association internationale des services d'incendie et de secours.

L'objectif était de réunir les statuts, le règlement intérieur et les procédures du CTIF en un seul document afin que la gestion et le contrôle puissent être mieux compris par les membres ordinaires.

Une partie de ce processus a impliqué de nouvelles descriptions d'objectifs et de pratiques pour présenter les équilibres budgétaires et les dépenses réelles établies par le Trésorier.

Le présent règlement comprend également les règles relatives au règlement financier qui doivent être considérées comme faisant partie du processus de réglementation financière et qui doivent être revues et modifiées et mises à jour régulièrement et autant que nécessaire, sous l'autorité du Comité Exécutif du CTIF.

Après consultation des comités nationaux et modification des propositions initiales en 2016, le Comité Exécutif a adopté cette première édition le 1er janvier 2026.~~25 février 2017.~~

Table des matières

1	<i>Introduction au Règlement financier du CTIF.....</i>	3
2	<i>Contrôle financier</i>	4
3	<i>Contrôle budgétaire.....</i>	6
4	<i>Politique financière</i>	7
5	<i>Planification financière</i>	8
6	<i>Réserves.....</i>	8

1 Introduction au Règlement financier du CTIF

1.1 Le CTIF est une organisation non gouvernementale sans but lucratif (ONG). Ce document définit le règlement financier du CTIF, qui fait partie de la procédure budgétaire et d'audit financier de l'association, tel que détaillé dans les statuts du CTIF approuvés décembre septembre-2025~~12~~. Les statuts du CTIF exigent que :

- (1) Les fonds requis pour couvrir les coûts de fonctionnement du CTIF et ses objectifs proviennent des cotisations annuelles et des autres revenus.
- (2) La contribution financière des membres est basée sur la population. Elle est décidée par l'Assemblée des Délégués suivant le budget proposé.
- (3) Les membres associés participent aux travaux et aux objectifs du CTIF par des contributions volontaires. Le montant minimum de ces contributions est fixé à titre de cotisations par l'Assemblée des Délégués.
- (4) Les cotisations annuelles doivent être payées avant le 1er mai de l'année concernée.
~~Les cotisations doivent être payées au cours du premier semestre et, en tout cas, au plus tard un mois avant l'Assemblée des délégués.~~
- (5) Le Trésorier publie un rapport financier chaque année, qui doit être envoyé aux membres deux mois avant l'Assemblée des Délégués. Ce rapport financier est soumis à l'approbation de l'Assemblée des Délégués avant que quitus ne soit donné au Trésorier.
- (6) Le budget est proposé par le Comité Exécutif et voté annuellement par l'Assemblée des Délégués.
- (7) Le Trésorier tiendra compte des recettes et des dépenses et conservera les documents justificatifs. Seuls les paiements autorisés par le Président ou le Secrétaire Général peuvent être effectués. La gestion des affaires financières doit être prise en compte par l'Assemblée des Délégués.

1.2 Le présent règlement financier, ainsi que les autres règlements et procédures du CTIF, font donc partie du processus général de contrôle financier et de gestion du CTIF et devraient être utilisés conjointement avec la politique et les procédures de l'Association.

1.3 Le règlement financier s'applique à l'Association et à tous ses organes.

1.4 Le Comité Exécutif est en définitive responsable des finances de l'Association et du respect des lois et règlements qui régissent le financement d'une ONG à but non lucratif dans le pays où ses comptes financiers sont enregistrés et administrés. Le Comité Exécutif en

REGLEMENT FINANCIER

déléguant des responsabilités financières spécifiques à une autre personne ou à un comité dans l'intérêt de l'efficacité, ou pour la vérification ou le contrôle, reste responsable. En conséquence, tous les membres du Comité Exécutif sont responsables et doivent être en accord avec les délégations données pour s'assurer que les délégations sont conformes aux statuts et règlement intérieur du CTIF et sont assujetties au contrôle et à la supervision du Comité Exécutif.

- 1.5 En tant qu'ONG à but non lucratif, les revenus et les biens de l'Association s'appliqueront uniquement à la promotion de ses objectifs tels que définis dans ses statuts. Aucune somme ne sera payée ou transférée, directement ou indirectement, sous forme de dividende, prime ou par un autre moyen aux membres de l'Association, en sachant que rien n'empêche un paiement de bonne foi par l'Association.
- 1.6 Le respect du règlement financier est obligatoire pour tous ceux qui s'engagent dans les fonctions et les actions du CTIF. Il est de la responsabilité personnelle de chacun d'être au courant du règlement financier. Le Président et le Secrétaire Général peuvent autoriser le Trésorier à engager des dépenses qui ne sont pas spécifiquement mentionnées dans le budget validé, y compris le transfert de sommes entre les lignes budgétaires pour tenir compte des variations de dépenses, ceci sous condition d'une notification électronique préalable à tous les membres du Comité Exécutif. Le Trésorier gérera par ailleurs les dépenses conformément au budget validé.
- 1.7 Le CTIF doit se conformer à toutes les exigences législatives et réglementaires dans le pays où ses comptes sont maintenus.
- 1.8 Les règlements et les procédures financières du CTIF indiquent comment les finances doivent être utilisées, stipulent toujours que toutes ces transactions sont licites et qu'elles sont des actes en phase avec ou essentiels à la réalisation des objectifs déclarés du CTIF.
- 1.9 Le règlement financier et les procédures permanentes connexes sont examinés régulièrement, au moins tous les deux ans, et les amendements sont approuvés par le Comité Exécutif et signalés à l'Assemblée des Délégués.

2 Contrôle financier

- 2.1 La devise de référence du CTIF est l'Euro (€).
- 2.2 L'Assemblée des Délégués élira un Trésorier du CTIF, responsable du contrôle financier permanent et de la bonne gestion des fonds de l'Association, du suivi des débiteurs et des créanciers, de l'utilisation sûre et correcte des actifs, de l'enregistrement des transactions financières et de toutes les autres actions financières.
- 2.3 Le Trésorier sera chargé des affaires financières du CTIF à compter de la date de son installation jusqu'à ce que le mandat de quatre ans pour lequel il est nommé expire conformément aux Statuts 7 (5) ou s'il est déchargé de sa tâche, s'il décède ou s'il

REGLEMENT FINANCIER

démissionne.

- 2.4 Le Trésorier informera le Comité Exécutif en utilisant un rapport de synthèse au moins trois fois par an, dans les 6 mois et 10 mois après la clôture de l'année budgétaire et chaque année à l'Assemblée des Délégués du CTIF sur l'état financier de l'Association
- 2.5 L'alinéa 14a des statuts du CTIF exige une vérification financière qui implique:
- (1) Que les finances du CTIF fassent l'objet d'une vérification annuelle. La vérification sera effectuée par les deux vérificateurs aux comptes élus par l'Assemblée des Délégués et les résultats de la vérification seront présentés dans un rapport.
 - (2) Que le rapport d'audit annuel soit présenté à l'Assemblée des Délégués. Cela doit se faire après le rapport du Trésorier et avant l'approbation formelle du rapport du Trésorier.
 - (3) Que les vérificateurs aux comptes aient un mandat de quatre ans. Ils peuvent être réélus une fois. Ils doivent être confirmés dans leur fonction au cours de chaque Assemblée des Délégués.
- 2.6 Pour les modalités pratiques de nomination des vérificateurs aux comptes, comme il est indiqué dans les statuts 14a (3), un décalage de 2 ans devrait être respecté entre les fins de fonction des vérificateurs pris séparément afin de maintenir les connaissances organisationnelles et garantir une transition fonctionnelle efficace. Les vérificateurs aux comptes devraient être en mesure de démontrer leur compétence en matière financière pour ce qui concerne les finances du CTIF.
- 2.7 Le Trésorier veillera à ce que les vérificateurs nommés par l'Assemblée des Délégués du CTIF puissent vérifier et examiner tous les actifs, registres, personnel et personnes afin qu'ils puissent faire un rapport sur le respect des règlements et l'utilisation des fonds à tout moment et faire au moins une fois par an un rapport au Comité Exécutif et à l'Assemblée des Délégués. Si à tout moment il y a changement de Trésorier (en raison d'une démission, d'une décharge de fonction, d'un départ en retraite ou d'un décès du Trésorier en place), le Comité Exécutif exigera la finalisation d'un audit financier.
- 2.8 L'exercice budgétaire du CTIF se fera sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre.
- 2.9 Le Trésorier est chargé de veiller à ce que le budget de l'Association et de tous ces organes soit préparé chaque année pour approbation par le Comité Exécutif. Le budget doit être approuvé avant le début de l'exercice auquel il se rapporte.
- 2.10 Le Trésorier est autorisé à valider les hypothèses utilisées pour préparer le budget et tout plan budgétaire, tels que l'inflation, le taux de change et les taux d'intérêt.
- 2.11 Le Trésorier veillera à ce qu'il y ait suffisamment de budgets détaillés prêts à supporter une allocation claire des fonds disponibles et à pouvoir communiquer clairement à chaque

REGLEMENT FINANCIER

centre de coûts quelles ressources ont été allouées dans le budget final approuvé.

- 2.12 Le Trésorier est chargé de veiller à ce que le budget tienne compte de tous les projets prévus au cours de l'année à venir et d'autres projets déjà planifiés en présentant les possibilités budgétaires et les déficits pour permettre au Comité Exécutif de déterminer et de décider ce qu'il convient et d'approuver avant l'inscription définitive dans le budget. Le Président et le Secrétaire Général seront consultés avant que le projet de budget ne soit soumis au Comité Exécutif afin qu'ils puissent lui proposer des préconisations.

3 Contrôle budgétaire

- 3.1 Le contrôle budgétaire d'une partie spécifique du budget peut être délégué par le Comité Exécutif pour gestion directe à un responsable des affaires financières nommé et agréé pour améliorer l'efficacité budgétaire conformément aux objectifs de dépenses arrêtés.
- 3.2 Certaines activités subsidiaires ou spécifiquement financées peuvent être comptabilisées sur des comptes spécifiques si le Comité Exécutif le juge approprié ou si c'est requis par des institutions externes dans le cadre de leurs exigences lors de ce financement.
- 3.3 Le Trésorier peut fournir, en cas de demande justifiée, aux responsables des postes budgétaires des états récapitulatifs appropriés concernant leur fonction, afin de permettre des comparaisons entre les recettes réelles et les dépenses par rapport au budget et celles-ci feront partie des rapports récapitulatifs périodiques rendus au Comité Exécutif sur la bonne gestion budgétaire.
- 3.4 Lorsque l'urgence l'exige, le règlement financier n'empêche pas le Président, le Secrétaire Général ou le Trésorier d'engager des dépenses pourvu qu'au moins deux des trois conviennent que les dépenses sont nécessaires et peuvent être approuvées rétrospectivement par le Comité Exécutif.
- 3.5 L'augmentation du budget ou des dépenses non prévues nécessiteront l'approbation du Comité Exécutif.
- 3.6 Les états des comptes budgétaires périodiques seront produits dans les 10 jours ouvrables après la fin juin, octobre et décembre dans un format approuvé par le Comité Exécutif, qui présentent les recettes et les dépenses, un bilan, un rapport des résultats projetés avec toutes les variations budgétaires clés ou les frais généraux pour permettre l'analyse par le Comité Exécutif de la performance financière.
- 3.7 Le rapport financier annuel à l'Assemblée des Délégués montrera un bilan, un compte de résultats, des chiffres significatifs et comprendra le rapport des vérificateurs aux comptes. Il sera mis à la disposition des membres 60 jours avant la date effective de l'Assemblée des Délégués.

REGLEMENT FINANCIER

4 Politique financière

- 4.1 L'Association s'engage à faire preuve d'ouverture et de transparence dans toutes les relations avec ses membres et examinera périodiquement sa politique financière pour se cadrer avec les bonnes pratiques.
- 4.2 Les états financiers de l'Association sont préparés sur la base de la comptabilité analytique historique et conformément aux normes comptables applicables. Il incombe au Trésorier de veiller à ce que les comptes et les états financiers de l'Association soient préparés conformément aux règles comptables adaptées et les procédures et que les archives de l'Association soient organisées dans le respect de la loi, des réglementations et des bonnes pratiques.
- 4.3 Le Trésorier donnera des conseils et des instructions aux membres du Comité Exécutif et aux ordonnateurs budgétaires le cas échéant, et alertera immédiatement tous les membres du Comité Exécutif de toute constatation concernant une irrégularité financière ou une mauvaise pratique.
- 4.4 Le Trésorier est chargé de veiller à ce que les procédures appropriées soient en place pour:
- Comptabiliser tous les fonds en banque
 - Recueillir des recettes
 - Émettre des reçus
 - Enregistrer les montants des recettes
 - Émettre des factures
 - Suivre les dettes
 - Surveiller les créances irrécouvrables
 - Signaler et annuler les dettes
 - Enregistrer les dons ou les cadeaux
 - Payer les fournisseurs de biens et de services
 - Autoriser les achats par commandes et traiter les factures
 - Superviser tout processus d'appel d'offres et déterminer les procédures de recevabilité des offres
 - Maintenir un registre et un inventaire de tous les actifs du CTIF
 - Approuver les subventions aux ordonnateurs budgétaires
 - Maintenir et réglementer l'utilisation de la petite caisse
 - Autoriser les paiements jusqu'à 1 000 €
 - Autoriser avec le consentement du Président ou du Secrétaire général des paiements allant jusqu'à 5 000 €
 - Gérer une procédure pour demander l'autorisation d'effectuer des paiements de plus de 5 000 € du Comité Exécutif
 - Gérer avec le Président et le Secrétaire général les investissements et les arrangements bancaires du CTIF

REGLEMENT FINANCIER

- Gérer les risques et les responsabilités liés aux finances de l'Association et archiver et faire un rapport sur chaque tâche périodiquement ou conformément au règlement, selon le cas, et validé par le Comité Exécutif.

5 Planification financière

- 5.1 Le Trésorier proposera chaque année au Comité Exécutif une prévision financière de quatre ans pour le programme prévisionnel des activités du CTIF. Ces prévisions doivent être soumises avec le budget proposé pour l'année suivante.
- 5.2 Le Trésorier assigne aux membres la cotisation applicable et donnera les conseils requis conformément au présent règlement financier.
- 5.3 Le paiement des frais engagés pour l'organisation d'un événement du CTIF, suite à la proposition de réalisation d'un événement du CTIF, reste de la responsabilité de l'organisateur (comité national, commission ou groupe de travail) en charge de l'organisation. Aucun contrat, acquisition, responsabilité financière ou risque, ne peut être impliqué ou transféré à l'Association ou à ses dirigeants sans l'approbation du Comité Exécutif. L'Association donnera des subventions financières pour les activités décrites dans son règlement financier.
- 5.4 L'Assemblée des Délégués déterminera les cotisations des membres sur la recommandation du Comité Exécutif comme décrit dans le règlement financier.

6 Réserves

- 6.1 Le CTIF doit maintenir un fonds de réserve de plus d'une année mais de moins de deux années antérieures de dépenses. Les sommes qui dépassent les dépenses des deux exercices antérieurs peuvent être considérées comme un actif disponible pour utilisation.
- 6.2 Le Comité Exécutif peut investir des fonds qui ne sont pas immédiatement nécessaires dans des placements, des valeurs mobilières ou des biens jugés appropriés, sous réserve des conditions et des accords le cas échéant, qui peuvent être imposés ou exigés par la loi et toujours veiller que les investissements respectent les normes éthiques attendues pour le CTIF et qu'ils sont jugés sûrs pour les investissements d'autorités publiques.